

La Pologne est à la tête de la présidence du Conseil européen depuis le début de l'été. Pour l'heure, tout se passe bien et il semble que cela ne devrait pas changer. La situation de Varsovie au sein de l'Union est plutôt assez confortable et faut-il le préciser, beaucoup plus que celle de nombreux autres membres, tant à l'ouest qu'à l'est.



Au premier plan de gauche à droite : le premier ministre hongrois Viktor Orban, le premier ministre polonais Donald Tusk et la chancelière allemande Angela Merkel

Les résultats de la Pologne sont bons. Son PIB est en constante progression et *Gazeta Wyborcza* n'hésite pas à titrer : « Tandis que l'Europe s'affaiblit, la Pologne tient encore bon ». Alors, pourquoi boudier son plaisir ? Il y a longtemps qu'à l'ouest, un grand et ancien pays de l'Union aurait déjà manifesté bruyamment sa satisfaction et sans émettre de doutes quant à ses compétences en matière de gestion économique. Mais à Varsovie, plusieurs économistes estiment que la croissance ne pourra résister au ralentissement de l'économie dans la zone euro. Ils notent la faible croissance du PIB allemand et le spectre du complexe passéiste revient au galop.

Le poids du passé

En effet, alors que la Pologne semble s'imposer naturellement comme pays leader en Europe centrale et cela tombe bien, car elle a les moyens de ses prétentions, elle semble ne pas pouvoir encore dépasser le stade du complexe d'infériorité qu'elle éprouve à l'égard des grands pays d'Europe de l'ouest.

Mais cette attitude est aussi un vieux réflexe centre-européen en général et polonais en particulier. Si récession il y a, ce ne sera donc pas de sa faute, mais de celle des grands pays frontaliers. En l'occurrence dans le cadre d'un problème économique, cela ne pourra venir que de l'Allemagne évidemment, dont, pourtant, le dynamisme est un encouragement au développement de sa propre économie. Mais les Polonais ne vont-ils pas jusqu'à profiter de l'Allemagne en s'installant au-delà de la frontière, dans l'est de ce pays que les habitants d'origine délaissent pour l'ouest ? Ils y trouvent, par exemple, des services sociaux beaucoup plus développés que chez eux. Si les frontières politiques ne peuvent bouger, il ne semble pas en être de même pour les « frontières » économiques et sociales.

Avantages et inconvénients hors de la zone euro

Revenons aux questions économiques avec les trois principaux pays de l'Europe centrale, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. Après avoir été victimes de la crise financière de la fin 2008, ils semblent beaucoup moins fragilisés par la crise de la dette des pays de la zone euro de 2011. Rappelons cependant que la Hongrie a dû faire appel au Fonds Monétaire International. Il est vrai que ces trois pays ne font pas encore partie de la zone euro et que le fait d'avoir une monnaie plus

faible leur a permis de soutenir leur économie et leurs exportations - principalement en Allemagne - plus aisément. Avantage et inconvénient, car comme en 2008, ces pays sont par conséquent exposés au risque de change entre leur monnaie et certaines devises étrangères utilisées, comme le franc suisse en Hongrie : une monnaie qui en ce moment est d'ailleurs assez chère.

Ainsi, la situation financière des grands Etats centre-européens ne semblent pas pour l'instant en danger. En revanche, celle des particuliers est plus délicate, surtout si la monnaie locale chute et dans ce cas l'on pourrait revivre un scénario comme celui de 2008-2009 où les particuliers se sont retrouvés avec des emprunts immobiliers ou de consommation impossibles à rembourser car libellés en devises étrangères et par conséquent bien trop élevés.

Enfin, ces pays ne sont pas membres de l'eurozone, mais membres de l'Union européenne, et par conséquent bénéficiaires des fonds de cohésion européens. Le 5 octobre, la Commission européenne statuera sur ces fonds dont le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel aimeraient qu'ils soient liés à l'idée de suspension de ces aides pour les Etats qui ont un déficit jugé excessif. Les Etats d'Europe centrale sont a priori hostiles à cette proposition du couple franco-allemand, comme le Parlement européen d'ailleurs.

Les précédentes Chroniques de Cécile Vrain :

- [Le désamour entre Viktor Orban et la Parlement européen n'en finit pas](#)
- [La Hongrie ouvre l'Europe centrale à la Chine](#)
- [Présidence de l'UE : un bilan controversé](#)
- [La Hongrie reste en dehors du « Pacte pour l'euro »](#)
- [L'Union européenne ouvre ses portes à la Croatie](#)
- [Conjoncture favorable pour les politiques de voisinage de l'UE](#)
- [Présidence de l'UE : bientôt le tour de la Pologne](#)